

La Chambre est sans doute consciente qu'à sa demande, nous avons fixé une limite précise au mandat confié au contrôleur financier. En fixant cette date, nous nous engageons donc implicitement à compléter le processus législatif d'amendement à la loi pour le 31 mars, afin que la relève du contrôleur soit assurée par les nouvelles structures mises sur pied en vertu des amendements que la Chambre doit étudier aujourd'hui.

Avant de commenter, d'expliquer brièvement ces amendements et ces nouvelles structures, travail qui, j'en suis assuré, sera d'ailleurs fait de façon beaucoup plus détaillée en comité, je voudrais réfléchir un moment avec les députés sur la philosophie qui a présidé à l'initiative gouvernementale dans ce domaine. Je voudrais réfléchir, dis-je, sur ce qui nous motive malgré certaines pressions à maintenir la Compagnie des jeunes Canadiens et ce qui nous justifie, par ailleurs, à en modifier sensiblement le cadre juridique.

• (3.10 p.m.)

[Traduction]

En premier lieu, je souligne qu'on ne saurait comprendre le caractère de la CJC à moins de comprendre parfaitement la nature de notre société.

L'hon. M. Stanfield: Personne ne peut la comprendre.

L'hon. M. Pelletier: Nous vivons dans une société de conflit. Je ne parle pas nécessairement de conflit normal, au sens matériel du mot. Je parle de confrontation, de soulèvement, de pauvreté et d'évolution. Je songe aux conflits au sein d'une société où sont inégalement distribués la richesse, le pouvoir et la participation. L'absence de participation des individus engendre inévitablement des conflits. Notre société dépouille l'homme de sa dignité. Notre société engendre la désillusion, la déchéance et la frustration. De fait, elle tend à déshumaniser les hommes.

Dans ses premiers stades, l'action politique doit apporter des remèdes. L'objet de diverses initiatives gouvernementales est de remédier aux lacunes existantes. Toutefois, nous devons nous efforcer d'atteindre à une société non pas curative mais constructive. Nous devons essayer d'atteindre à une société d'égalité, où tous participeraient, non pas symboliquement, mais activement en s'attaquant aux problèmes d'aujourd'hui et de demain. Faute d'atteindre ce but, nous verrons se créer une oligarchie où un groupe de technocrates imposera les moyens de servir leurs intérêts en prétendant que ce sont ceux de la société tout entière.

[L'hon. M. Pelletier.]

Notre époque fourmille de contradictions. Aujourd'hui la route du succès s'ouvre aux spécialistes. On l'a souvent dit: les gens sont toujours mieux renseignés dans des domaines toujours plus étroits. C'est souvent inévitable. Alors que la somme des connaissances double tous les dix ans, comment ne pas se laisser dépasser? Je suis parfois stupéfié d'entendre dire que les sciences sociales ont été divisées et subdivisées en groupuscules de plus en plus étroits, traitant de problèmes moins vastes mais plus complexes. Nous ne pouvons nier l'importance des connaissances spécialisées et d'une extrême complication. Par contre, nos problèmes sont de plus en plus considérés comme des multidisciplines et des sous-disciplines. Le moment est arrivé où ce n'est pas l'expert mais plutôt le généraliste, l'homme multidisciplinaire qui doit dominer. Avouons que très souvent un ensemble d'arbres ne fait pas une forêt. Sans spécialistes, nous ne pouvons exister, mais gardons-nous bien de solutions orientées par les seules connaissances spécialisées. Les connaissances techniques doivent demeurer au service des responsables de l'élaboration des politiques et non exercer un contrôle sur ces derniers. On ne peut jamais leur permettre de devenir des prétextes pour accepter aveuglément n'importe quelle solution.

Nous avons la chance de vivre à un moment où la technologie existe pour libérer l'homme des corvées quotidiennes. Les machines peuvent permettre à l'homme de s'épanouir pleinement dans une atmosphère de détente. Malheureusement, on peut aussi permettre à la machine de supprimer l'homme, de dicter à l'homme son mode de vie et, par divers moyens, de le déshumaniser complètement. Il faut apprendre à maîtriser nos créations de façon à nous libérer au lieu de nous asservir.

J'interviens aujourd'hui pour réclamer une réévaluation de notre processus décisionnel, en me fondant sur la confiance profonde que j'ai dans l'intégrité et l'intelligence de l'homme. Nous devons permettre à tous les membres de notre société de participer également au processus décisionnel de notre pays. Nous devons éviter de tomber dans le piège de croire que notre situation privilégiée en matière d'information nous donne le droit particulier de prendre des décisions. Nous devons plutôt éduquer et renseigner les membres de notre société afin de leur permettre de participer à l'évolution de notre société.

Dans une société démocratique, il est inadmissible que les gens se dérovent à leurs responsabilités à cause d'un prétendu manque d'information. C'est notre devoir de faire en sorte que l'information nécessaire soit mise à